



16.032

**Informationsaustausch
in Steuersachen.
Abkommen mit Brasilien**

**Echange de renseignements
en matière fiscale.
Accord avec le Brésil**

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 22.09.16 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.12.16 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.12.16 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 16.12.16 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

16.057

**Einführung des automatischen
Informationsaustauschs
über Finanzkonten mit Island,
Norwegen, Guernsey, Jersey,
der Insel Man, Japan, Kanada
und der Republik Korea**

**Introduction de l'échange automatique
de renseignements relatifs
aux comptes financiers avec l'Islande,
la Norvège, Guernesey, Jersey,
l'île de Man, le Japon, le Canada
et la République de Corée**

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 22.09.16 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.12.16 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Wir führen eine gemeinsame Eintretensdebatte zu den beiden Geschäften durch.

Marra Ada (S, VD), pour la commission: La commission s'est penchée sur les objets 16.032, "Echange de renseignements en matière fiscale. Accord avec le Brésil", et 16.057, "Introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec l'Islande, la Norvège, Guernesey, Jersey, l'île de Man, le Japon, le Canada et la République de Corée", lors de sa séance des 15 et 16 août 2016. Les objets ont été





traités séparément en commission, mais ils sont examinés conjointement au conseil. Comme vous le savez, la Suisse, afin de se mettre en conformité avec l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'Union européenne, a changé de paradigme et est entrée dans l'ère de la transparence. Ce processus initié en 2009 a connu un certain aboutissement en 2015. Trois formes d'échange de renseignements sont désormais possibles: sur demande, spontané et automatique.

Prenons d'abord l'accord avec le Brésil, puisque c'est celui qui a provoqué le plus de discussions en commission. Cet accord ne prévoit pas la conclusion d'un accord contre les doubles impositions, lequel contiendrait plusieurs mesures de nature fiscale. L'accord qui vous est soumis porte uniquement sur l'échange de renseignements sur demande – "sur demande", il est important de le souligner – et non sur l'échange automatique ou l'échange spontané. Ce type d'échange a une portée mineure puisque la pêche aux informations ("fishing expeditions") est exclue et que l'échange est extrêmement réglementé.

Les négociations avec le Brésil ont commencé il y a deux ans. Cet accord est indispensable pour les entreprises suisses puisqu'il permettrait à notre pays de sortir de la liste noire sur laquelle il figure. A noter que certains cantons connaissant des pratiques fiscales agressives resteront sur une liste grise.

Il est bon de rappeler que le Brésil est le principal partenaire commercial de la Suisse en Amérique latine.

Il nous a également été signifié que cet accord constituerait un premier pas vers d'autres accords, comme un accord contre les doubles impositions et, à terme, un échange automatique d'informations. D'une part, un accord de double imposition protégera les personnes physiques suisses habitant au Brésil – et elles sont nombreuses. D'autre part, l'Etat brésilien a besoin de données pour combattre la corruption.

Plusieurs questions se sont posées vu le caractère particulier de la situation au Brésil. En effet, ce pays est actuellement sous les feux de la rampe en ce qui concerne le caractère corrompu de ses institutions.

Comme une des conditions pour un échange automatique de renseignements est celle de la spécificité, autrement dit de s'assurer que les données transmises soient utilisées uniquement pour le but demandé, l'attitude adoptée est pour l'heure celle de la prudence. L'OCDE et le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales – Forum des pairs – examinent régulièrement la situation. Si ces organisations indiquent que l'Etat est "safe" sous ce rapport, la Suisse ira certainement de l'avant, tout en observant le comportement d'autres Etats. Mais, aujourd'hui, nous ne nous prononçons pas sur d'hypothétiques accords, mais bien sur celui sur l'échange d'informations sur demande, bien réglementé et assuré.

C'est pourquoi la commission, par 15 voix contre 8, vous demande d'adopter l'arrêté fédéral portant approbation de l'accord avec le Brésil.

Le deuxième objet (16.057) englobe quant à lui huit projets d'arrêtés fédéraux introduisant l'échange automatique de renseignements avec toute une série d'Etats dont vous avez la liste. Le modèle d'application de l'échange automatique d'informations est connu; c'est celui que nous avons adopté pour l'échange de renseignements avec l'Australie. Soit les Etats concernés font partie de l'AELE, soit ils sont membres du G-20, soit ils ont un lien avec le Royaume-Uni. Les données seront collectées en 2017 pour une application en 2018. Pour chacun de ces Etats, une régularisation du passé des contribuables a été rendue possible.

C'est sans grande discussion que la commission vous propose, par 13 voix contre 6 et 2 abstentions, d'approuver également ces projets.

Reynard Mathias (S, VS): Madame Marra, vu l'instabilité qui règne au Brésil, le coup d'Etat institutionnel qui s'y est déroulé et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement empêtré dans les affaires de corruption, un accord sur l'échange automatique de renseignements ne serait-il pas plus efficace pour lutter contre la fraude fiscale de dirigeants actuels ou d'ex-dirigeants du pays?

Marra Ada (S, VD), pour la commission: Vous avez raison, on sait par exemple que les comptes de l'ex-président du

AB 2016 N 1557 / BO 2016 N 1557

Congrès des députés brésilien, Monsieur Eduardo Cunha, ont été bloqués en Suisse et que le Ministère public de la Confédération a ouvert une enquête. Il est évident que l'acuité de la volonté politique de découvrir ou d'enquêter sur des comptes cachés en Suisse dépendra de la personne qui sera au pouvoir au Brésil. Dans ce sens, un échange automatique d'informations serait certainement le moyen le plus efficace. Cependant la commission, comme je l'ai dit, a discuté de ces problèmes et a estimé, compte tenu aussi de la garantie de la spécificité des informations qui sont données, vu le contexte très délicat au Brésil, que l'accord tel quel, portant sur un échange sur demande, constituait un premier pas et était suffisant pour l'instant.

Walti Beat (RL, ZH), für die Kommission: Die beiden Geschäfte, die wir hier behandeln, beziehen sich auf den



gleichen Themenbereich, nämlich auf den Informationsaustausch in Steuersachen. Sie weisen allerdings eine unterschiedliche Tiefe oder Charakteristik auf.

Bei der Vorlage 16.032 geht es um den Abschluss eines Steuerinformationsabkommens mit Brasilien. Dieses regelt den Informationsaustausch in Steuersachen auf Anfrage. Es geht also nicht um einen spontanen oder automatischen Informationsaustausch (AIA), wie das bei einem AIA-Abkommen der Fall wäre. Mit Brasilien hat die Schweiz noch kein Doppelbesteuerungsabkommen und damit auch keine entsprechende Grundlage für einen Informationsaustausch in Steuersachen. Mit dem vorliegenden Informationsabkommen wird diese Grundlage geschaffen. Gut ist das vor allem auch für Unternehmen mit Tätigkeit in Brasilien, weil die Schweiz heute auf einer innerstaatlichen schwarzen Liste von Ländern mit ungenügendem Informationsaustausch figuriert. Wir können davon ausgehen, dass in absehbarer Zeit auch Verhandlungen über ein Doppelbesteuerungsabkommen stattfinden werden. Das ist aber nicht Gegenstand des heutigen Beschlusses.

Eine Minderheit Ihrer Kommission beantragt, auf diese Vorlage für ein Steuerinformationsabkommen nicht einzutreten, weil sie Zweifel an den Voraussetzungen von Brasilien hinsichtlich der Rechtsstaatlichkeit hegt; insbesondere wird auf die Korruption im Lande hingewiesen. Sie werden die Argumente dieser Position vom Minderheitssprecher noch hören.

Der Bundesrat und Staatssekretär Gasser haben in der Kommission ausgeführt, dass Brasilien als G-20-Mitglied in Länderexamen des Global Forum, was den AIA betrifft, respektive der USA bezüglich Fatca als genügend abgeschnitten hat und auch die Datenschutzfrage als konform beurteilt wurde; dies einfach eine Information, auf die wir uns stützen konnten.

Die Mehrheit der Kommission – das Stimmenverhältnis betrug 15 zu 8 – beantragt Ihnen, diesem Steuerinformationsabkommen zuzustimmen.

Die zweite Vorlage, 16.057, betrifft den Abschluss von Abkommen zum automatischen Informationsaustausch mit Island, Norwegen, Guernsey, Jersey, der Isle of Man, Japan, Kanada und der Republik Korea. Dieser Abschluss erfolgt im sogenannten Modell 2, d. h. gestützt auf das Multilateral Competent Authority Agreement. Dieses wiederum stützt sich auf das multilaterale Amtshilfeübereinkommen des Europarates und der OECD, das wir im Dezember 2015 mit dem AIA-Gesetz als Rechtsgrundlage verabschiedet haben.

Der Beschluss, den wir heute fassen wollen, lautet dahingehend, dass der Bundesrat ermächtigt wird, der entsprechenden Stelle mitzuteilen, dass diese Länder in die Liste nach Abschnitt 7 Absatz 2.2 der AIA-Vereinbarung aufzunehmen sind. Es ist also ein sogenannt technischer Einschluss in diese Liste.

Alle genannten Länder und Jurisdiktionen erfüllen die Anforderungen, die die Schweiz und auch die internationale Gemeinschaft bezüglich Vertraulichkeit, Datenschutz, Datensicherheit, Spezialitätsprinzip an solche Länder bzw. Partnerstaaten stellen. Es bestehen in all diesen Ländern nach Ansicht der Kommission auch hinlängliche Regularisierungsmöglichkeiten für die Steuerpflichtigen.

In der Kommissionsberatung wurde auch thematisiert, dass die Voraussetzungen für die Einführung des AIA in Partnerstaaten nicht nur bei Abschluss dieser Verträge oder Vereinbarungen geprüft werden sollen, sondern auch später beobachtet werden müssen. Das ist vor allem bei Ländern wichtig, bei denen die Rechtsstaatlichkeit allenfalls nicht von Anfang an über alle Zweifel erhaben ist. Im Extremfall könnte, das darf hier auch gesagt sein, ein Informationsaustausch auch ausgesetzt werden. Die acht Länder und Jurisdiktionen, die hier für den AIA vorgeschlagen werden, entsprechen dem Profil der Staaten, mit denen der Bundesrat den AIA vorrangig einführen will. Es soll ein "level playing field", d. h. gleiche Wettbewerbsbedingungen, geschaffen werden mit Staaten, die insbesondere die international wichtigen Finanzzentren einschliessen. Dazu gehören eben auch die genannten Staaten. Es ist auch wichtig zu sagen, dass mit diesen Staaten Verbesserungen für Schweizer Unternehmen beim Marktzugang diskutiert werden können, auch wenn hier noch keine abschliessenden Ergebnisse vorliegen. Der Fahrplan sieht vor, dass ein Inkrafttreten auf Anfang 2017 stattfinden soll, mit einem ersten Datenaustausch auf 2018. Das ist derselbe Fahrplan wie mit Australien und den EU-Staaten. Die entsprechenden Bundesbeschlüsse haben wir bereits gutgeheissen.

Die Bundesbeschlüsse betreffend Island, Norwegen, Japan und Kanada werden Ihnen von der Kommission mit 15 zu 0 Stimmen bei 8 Enthaltungen zur Annahme empfohlen, betreffend Republik Korea mit 15 zu 1 Stimmen bei 7 Enthaltungen und betreffend Guernsey und Jersey und der Isle of Man mit 15 zu 6 Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Betreffend beide Vorlagen ist die Kommissionsmehrheit insgesamt der Meinung, dass nach der beschlossenen Neuorientierung der schweizerischen Politik in Fragen des internationalen Austausches von Steuerinformationen eine aktive Politik verfolgt werden soll, um für die international tätigen Unternehmen in der Schweiz, insbesondere – aber nicht nur – des Finanzplatzes, günstige Rahmenbedingungen zu schaffen.

In diesem Sinne beantragt Ihnen die Mehrheit Ihrer Kommission, den Minderheitsantrag zur Vorlage 16.032 auf Nichteintreten abzulehnen und beiden Vorlagen zuzustimmen.



Müller Thomas (V, SG): Herr Kollege Walti, ich lebe mit meiner Familie in der Schweiz und in Brasilien. Sind Sie und die WAK sich bewusst, welche Nachteile Sie mit dem Informationsaustausch ohne Doppelbesteuerungsabkommen Schweizer Bürgern in Brasilien zufügen? Gilt in diesem Rat der Schutz der eigenen Schweizer Bürger nichts mehr? Gibt man gegenüber anderen Staaten nur noch nach und biedert sich an?

Walti Beat (RL, ZH), für die Kommission: Nein, nachgeben und anbiedern ist sicher nicht die Zielsetzung. Ich glaube, es bleibt einfach eine Vorgabe, dass die Steuerpflichtigen in beiden Ländern ihren gesetzlichen Pflichten nachzukommen haben. Materiell ändert dieses Abkommen daran nichts. Ich habe gesagt, dass Bestrebungen im Gange sind, auch ein Doppelbesteuerungsabkommen abzuschliessen. Das hat bisher nicht stattgefunden, aber Bestrebungen dazu sind im Gange. Im Übrigen müssen wir uns einfach darauf beschränken, in dieser Frage korrekte Verfahren sicherzustellen, die den Betroffenen auch einen genügenden Rechtsschutz garantieren.

Matter Thomas (V, ZH): Die Mitglieder der SVP-Fraktion pflegen bei Abkommen über den Informationsaustausch in Steuersachen üblicherweise keinen Nichteintretensantrag zu stellen. Im Fall von Brasilien liegt die Sache aber anders.

1. Es geht bei diesem Abkommen ausschliesslich um den Informationsaustausch, nicht um die Vermeidung der Doppelbesteuerung, was für die Wirtschaft aber wichtig wäre. Der Bundesrat wird uns nachher erklären, Brasilien sei erst dann bereit, über die Doppelbesteuerung zu reden, wenn wir den Informationsaustausch in Steuersachen akzeptiert hätten. Ebenfalls wird der Bundesrat betonen, dass Brasilien

AB 2016 N 1558 / BO 2016 N 1558

uns ansonsten nicht von seiner schwarzen Liste streichen würde. Da muss ich ganz klar festhalten: So geht man mit einem Verhandlungspartner nicht um. Dass wir uns noch von einer sogenannten schwarzen Liste einschüchtern lassen, geht gar nicht, denn Brasilien steht in allen entscheidenden Rankings in Sachen Korruption und Misswirtschaft auf einer der obersten Positionen. Wenn sich der Schweizer Rechtsstaat von einem solchen Land derart unter Druck setzen lässt, ist das unhaltbar.

2. Mit dem vorliegenden Abkommen werden Gruppenanfragen zulässig sein. Die Gruppenanfragen der Niederlande betreffend CS und UBS hat unsere Steuerverwaltung kopfnickend akzeptiert. Aus meiner Sicht handelt es sich bei diesen Gruppenanfragen klar um eine "fishing expedition". Als rechtlich ebenso kritisch erachte ich das französische Amtshilfegesuch betreffend UBS an die Schweiz. Nach meinen Informationen haben Mitarbeiter der Eidgenössischen Steuerverwaltung mitgeholfen – vielleicht kann der Herr Bundesrat nachher noch etwas dazu sagen –, das entsprechende Amtshilfegesuch so zu formulieren, dass es in Bern akzeptiert wird. Damit ist unser Vertrauen in die Eidgenössische Steuerverwaltung sachte gesagt strapaziert. Solche Aktionen führen dazu, dass unsere bislang international hochangesehene Rechtssicherheit unterwandert wird. Genau solche Entscheide führen dazu, dass unsere vielgenannte Reputation international angeschlagen wird.

3. Ich komme zum Fazit: Genau aufgrund dieser Handhabung und Interpretation der Eidgenössischen Steuerverwaltung zulasten des Schweizer Finanzplatzes kommt die SVP-Fraktion zum Schluss, keinem Datenaustausch, inklusive Gruppenanfragen, mit Brasilien zuzustimmen. Wir sprechen notabene, wie bereits erwähnt, von einem Land mit einer der korruptesten Staatsverwaltungen der Welt. Ich erinnere nur an die unlängst erfolgte Entführung der Schwiegermutter von Bernie Ecclestone mit einer Lösegelderpressung von 35 Millionen Dollar. Man geht heute davon aus, dass die Entführer manche Informationen direkt oder indirekt aus der brasilianischen Staatsverwaltung erhalten haben. Wie Sie wissen, ist Ende August die Staatspräsidentin wegen Korruptionsverdachts ihres Amtes enthoben worden. Die Liste der politischen Skandale und Korruptionsfälle in Brasilien ist lang.

Ich muss aber auch erwähnen, dass offenbar Gespräche zwischen der Schweiz und Brasilien betreffend den automatischen Informationsaustausch stattfinden. Sollte ein AIA-Abkommen mit Brasilien abgeschlossen werden, kann ich Ihnen versichern, dass es ein Blutbad für die dortigen Auslandschweizer gäbe. Tausende von Schweizerinnen und Schweizern leben und arbeiten in Brasilien, für teilweise längere, teilweise kürzere Zeit. Ich kenne Schweizer Firmen, die ihren Mitarbeitern aus Erfahrung abraten, den brasilianischen Behörden ihre finanzielle Situation in der Schweiz offenzulegen – notabene Vermögen, die in der Schweiz versteuert sind. Denn die Angst vor Entführungen oder Repressalien ist real. Ich verstehe jeden Schweizer, der sich in Brasilien aufhält und keinen automatischen Informationsaustausch wünscht. Hinzu kommt, dass Brasilien äusserst restriktive Kapitalverkehrsvorschriften kennt. Das Land kann unter Umständen seine Steuerzahler zwingen, Gelder nicht ins Ausland oder, noch schlimmer, vom Ausland ins Inland zu transferieren und es in der schwachen Währung Real zu halten. Ich bin überzeugt, dass auch Sie als Parlamentarier im Wissen um all diese



Tatsachen Ihre finanziellen Verhältnisse in Brasilien nicht ohne Weiteres offenlegen würden.

Aus all diesen Gründen ersuche ich Sie im Namen der Minderheit und im Namen der SVP-Fraktion, auf diese Vorlage nicht einzutreten beziehungsweise diese Vorlage abzulehnen.

Schelbert Louis (G, LU): Die grüne Fraktion tritt auf die Vorlage ein und beantragt Ihnen, im Sinne der Anträge des Bundesrates und der vorberatenden Kommission zuzustimmen.

Es geht in beiden Geschäften darum, Steuerhinterziehung zu erschweren. Mit Brasilien wird ein Steuerinformationsabkommen geschlossen, mit dem die Schweiz von der Liste der Länder mit ungenügendem steuerlichem Informationsaustausch gestrichen wird. Das dient den Unternehmen, die dort arbeiten. Sie bekommen mehr Rechts- und Investitionssicherheit. Es handelt sich um ein Abkommen der älteren Generation. Steuerinformationen werden nicht automatisch, sondern nur auf Ersuchen ausgetauscht. Zum Abschluss eines Doppelbesteuerungsabkommens sind wie gehört weitere Verhandlungen und rechtliche Korrekturen auch in der Schweiz nötig.

In der Kommission und vorher von Kollege Matter war zu hören, es sei lächerlich, wenn die Schweiz von Brasilien auf eine schwarze Liste gesetzt werde. Dazu zwei Bemerkungen: Zum einen hat Brasilien wie andere Länder die Länderprüfung durch das Global Forum bestanden und gilt bezüglich Datensicherheit und Datenschutz als konform. Wir Grünen erwarten, dass der Bundesrat im konkreten Austausch mit der nötigen Vorsicht arbeitet. Zum andern führte der Bundesrat in der Kommission aus, die Schweiz erhalte mehr Anfragen zum Abschluss einer AIA-Vereinbarung, als sie solche Anfragen stelle. Jetzt kann man sich fragen, weshalb das so ist. Wir denken, es werde in der Schweiz mehr Geld vor Steuerbehörden versteckt als irgendwo anders. Die Zeiten haben sich geändert, Steuerhinterziehung ist heute weltweit geächtet. Dem kann sich die Schweiz nicht mehr in allen Teilen entziehen. Das ist nicht lächerlich, es ist eine Tatsache.

Die zweite Vorlage enthält den automatischen Informationsaustausch mit acht Vertragspartnern. Die Steuerbehörden verschiedener Länder sollen Steuerdaten nach dem globalen Standard der OECD automatisch austauschen können. Das ist ganz im Sinne der Steuerpolitik von uns Grünen. Wir stellen fest, dass sich der AIA in überraschend hohem Tempo zum Standard auf Weltebene entwickelt. Das begrüssen wir Grünen, verbunden mit dem Bedauern, dass die Schweiz eher dazu gedrängt werden musste, als dass Einsicht hinter dem Einschwenken auf diesen Prozess stand. Die Verträge sollen 2017 in Kraft treten, sodass 2018 erstmals Daten ausgetauscht werden können.

Noch ein Punkt, eine Art "ceterum censeo" der Grünen: Mit dem AIA kommen die Schweizer Steuerbehörden zu Informationen, die sie zwar ins Ausland liefern, gemäss geltendem Recht aber nicht im Inland gegen Steuerhinterzieher verwenden dürfen. Das halten wir für absurd. Richtig wäre, dass die Regeln, nach denen die Schweiz auf internationaler Ebene arbeitet, auch landesintern angewandt werden könnten. Doch das Bankgeheimnis will es anders, es schützt Steuerhinterzieher. Die Volksinitiative "Ja zum Schutz der Privatsphäre" und der von der Kommission für Wirtschaft und Abgaben in die Vernehmlassung geschickte Gegenvorschlag wollen diesen absurden Zustand zementieren. Wir hoffen, dass das Volk dieses Ansinnen in ein, zwei Jahren ablehnt: Die Schweiz soll nicht durch Verfassung und Gesetz zu Steuerhinterziehung einladen.

Dies gesagt, komme ich zum Schluss. Die Grünen treten auf beide Vorlagen ein und stimmen ihnen zu. Die Anträge vonseiten der SVP bitten wir abzulehnen.

Müller Thomas (V, SG): Herr Kollege Schelbert, wissen Sie, worüber Sie jetzt gesprochen haben, wenn Sie das Wort "Steuerhinterziehung" in diesem Zusammenhang in den Mund nehmen? Ist Ihnen klar, dass es Brasilien auch darum geht, von Schweizer Bürgern, die in Brasilien sind, Vermögen in der Schweiz zu erkennen, damit sie es ein zweites Mal besteuern können?

Schelbert Louis (G, LU): Ich muss Ihnen sagen, Kollege Müller, dass das Global Forum, wie ausgeführt, die Länder einzeln einer Prüfung unterzieht. Wenn gemäss den Standards des Global Forum die Bedingungen erfüllt sind, kann sich die Schweiz den entsprechenden Ersuchen nicht mehr entziehen. Es ist deshalb richtig, wenn wir dieses Abkommen abschliessen. Was die Sicherheit der Schweizerinnen und Schweizer in Brasilien anbelangt, ist es so, wie es Kollege Walti vorher ausgeführt hat. Es ist gut, wenn auch ein

AB 2016 N 1559 / BO 2016 N 1559

Doppelbesteuerungsabkommen abgeschlossen werden kann. Aber Sie wissen so gut wie ich, dass es auch am schweizerischen Recht liegt, an den Möglichkeiten, die Steuerhinterziehung in der Schweiz weiterhin zu vollziehen, dass solche Doppelbesteuerungsabkommen mit verschiedenen Ländern nicht mit dem nötigen Tempo vorankommen. Die Schweiz ist gut beraten, ihre Hausaufgaben zu machen. So werden ihre Bürgerinnen und Bürger in den anderen Ländern am besten geschützt.



Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Die SP-Fraktion ist für Eintreten auf die beiden Vorlagen und lehnt den Nichteintretensantrag aus der SVP-Fraktion ab, sie stimmt auch beiden Vorlagen zu.

Ich komme zuerst zur zweiten Vorlage, zur Einführung des automatischen Informationsaustausches mit acht weiteren Staaten. Wir haben den AIA bereits bilateral mit Australien aktiviert. Jetzt kommen acht weitere Staaten dazu. Das ist ein wichtiger Schritt. Wir haben damit die Grundlage gelegt, zum einen für diese neun Staaten, plus die 28 Staaten, bei denen der AIA im Rahmen des Abkommens mit der EU in Kraft tritt. Das wird in Bälde erfolgen. Wir haben dem grundlegenden multilateralen Abkommen im Dezember 2015 zugestimmt. Dessen Ratifizierung steht bevor, und damit kann das Abkommen auf 2017 in Kraft treten. Die Daten werden dann ab 2018 ausgetauscht. Das ist wirklich ein grosser Schritt, aus Sicht der SP, auch aus Sicht der Schweiz, ein grosser Schritt in Richtung steuerkonforme Politik, an der nicht nur der Finanzplatz, sondern vor allem auch der Werkplatz Schweiz interessiert ist.

Etwas anders präsentiert sich die Lage in Brasilien. Mit Brasilien hat die Schweiz kein Doppelbesteuerungsabkommen. Ich möchte hier Herrn Müller etwas sagen: Wenn Sie die doppelte Besteuerung von Sachverhalten verhindern wollen, brauchen wir eben ein Doppelbesteuerungsabkommen. Das wäre dann der nächste wichtige Schritt. Was jetzt aber vorliegt, ist ein Steuerinformationsabkommen, bilateral zwischen der Schweiz und Brasilien. Das Abkommen ist für die Schweiz sehr wichtig aufgrund des folgenden Sachverhalts – ich bitte jetzt die Herren Müller und Matter zuzuhören -: 2010 hat Brasilien die Schweiz auf eine schwarze Liste gesetzt, auf eine Liste von Ländern mit tiefer Besteuerung und einem ungenügenden Zugang zu Informationen über wirtschaftlich berechnete Personen bei juristischen Personen. Solche schwarzen Listen sind für den Werkplatz Schweiz Gift, sind für die Schweizer Unternehmungen Gift, weil sie nämlich den Warenaustausch mit entsprechenden Ländern behindern.

Jetzt liegt ein Abkommen über den Informationsaustausch in Steuersachen vor, das wir heute beraten. Die SP-Fraktion stimmt diesem klar zu. Es ist kein automatischer Informationsaustausch, sondern es wird die Basis für den Informationsaustausch auf Ersuchen gelegt – ich bitte Sie, einfach einmal präzise zu sein in Ihrer Semantik. Das Abkommen ist zum einen für Brasilien wichtig, zum anderen aber gerade auch für Schweizer Unternehmen, die in Brasilien tätig sind oder tätig sein wollen. Damit kann die Reputation der Schweiz verbessert werden. Wir sichern damit auch die Empfehlungen des Global Forum.

Die Vertraulichkeit ist gesichert; das wurde im Rahmen der Verhandlungen vom Global Forum untersucht und im Übrigen auch von den USA im Rahmen der Verhandlungen über Fatca. Zudem hat Brasilien ein Legalisierungsprogramm mit einer Amnestie erlassen, was Voraussetzung für die Legalisierung allfällig steuerhinterzogener Gelder ist. Wir haben alles Interesse daran, den Informationsaustausch in Steuersachen mit Brasilien zu bereinigen. Für die SP ist das nur ein erster Schritt in Richtung eines Doppelbesteuerungsabkommens und dann eines automatischen Informationsaustausches.

Sie haben hier einfach pauschal von Nachteilen für die Bürgerinnen und Bürger gesprochen, und Sie haben auch pauschal Verunglimpfungen gegenüber dem Staat Brasilien ausgesprochen. Ich glaube nicht, dass man das hier so stehen lassen kann. Ich möchte darauf hinweisen, dass gerade die Schweiz in Bezug auf Rechtshilfe mit Brasilien gute Erfahrungen gemacht hat. Ich verweise auf den Skandalfall Petrobras, bei dem Brasilien die Korruption im eigenen Land bekämpfen wollte und will und ein Rechtshilfeersuchen an die Schweiz gestellt hat. Die Schweiz hat dem Rechtshilfeersuchen stattgegeben. Das zeigt, dass Brasilien alles Interesse daran hat und alles daransetzt, die Korruption im eigenen Land zu bekämpfen.

Ich bitte Sie, die Anträge aus der SVP-Fraktion abzulehnen. Sie schaden dem Wirtschaftsstandort und werfen auch ein völlig falsches Licht auf die Schweiz.

Müller Thomas (V, SG): Ich stelle nun nicht die Frage, ob Sie wissen, worüber Sie gesprochen haben. Aber ich habe eine Frage: Sie haben die schwarze Liste erwähnt. Welche konkreten Auswirkungen auf die Schweiz hatte der Umstand, dass Brasilien die Schweiz auf die interne schwarze Liste gesetzt hat?

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Wissen Sie, Herr Müller, die Schweiz hat alles Interesse, auf keinen schwarzen Listen zu erscheinen. Die Schweiz hat alles Interesse, als steuerkonformes Land aufzutreten, das auch international kooperiert. Das sichert uns genau den Zugang auch zu den Werkplätzen und Exportmärkten in Brasilien und anderen Ländern. Das müsste endlich auch einmal die SVP erkennen.

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Die CVP-Fraktion unterstützt den Antrag der Mehrheit.

Lüscher Christian (RL, GE): J'aimerais m'exprimer uniquement sur l'accord conclu avec le Brésil, parce qu'on ne peut pas rester sourd aux préoccupations exprimées par Messieurs Matter et Thomas Müller. Il est juste d'affirmer qu'il y a un problème. On ne peut pas pratiquer la politique de l'autruche, on ne peut pas se mettre la



tête dans le sable en se disant que ce monde est parfait, que le Brésil est un pays très bien géré et qu'on peut donc avoir une parfaite confiance dans la concrétisation de l'accord que nous sommes en train d'examiner en vue de l'adopter.

Il est correct de dire qu'il y a de gros problèmes au Brésil et qu'il y a eu de gros problèmes de corruption – référence a été faite à l'affaire Petrobras. Je déclare ici mes liens d'intérêts: en tant qu'avocat, je suis constitué dans cette affaire et je peux effectivement constater qu'il y a une volonté très clairement manifestée par la justice, quel que soit le gouvernement actuel – c'est vrai qu'il y a eu un coup d'Etat institutionnel – de lutter contre la corruption. On le voit par des demandes qui ont été adressées à la Suisse et par des procédures pénales menées dans le respect du droit.

Ce qui est important ici, c'est de rappeler – la rapporteuse de langue française l'a fait – que nous sommes tenus, et le Brésil le sera aussi, par le principe de la spécialité. Or le principe de la spécialité veut que les documents qui seront le cas échéant transmis au Brésil ne soient utilisés que dans la procédure pour laquelle ils ont été remis. La Suisse aura alors les moyens, en permanence, cas après cas, de constater si, oui ou non, le Brésil respecte le principe de la spécialité. Si ce n'est pas le cas, on peut imaginer que la Suisse, lorsqu'elle fait l'objet de demandes de remise de documents, de demandes d'entraide de la part du Brésil, cesse de collaborer après constatation, le cas échéant, que le Brésil n'est pas de bonne foi.

Deux autres mécanismes de protection me semblent importants et doivent être évoqués. D'abord, un mécanisme de droit suisse. Lorsqu'une demande d'entraide est adressée à la Suisse, il y a une décision. Or, qui dit décision dit possibilité de recourir à son encontre pour démontrer que la demande n'est pas faite de bonne foi ou alors qu'elle porte encore sur d'autres sujets que ceux pour lesquels elle est réellement demandée, et qu'il y a donc une intention cachée de la part de l'Etat requérant. Il y a donc dans ces cas une possibilité de recours. Et puis, au Brésil aussi, je l'espère – cela doit être effectivement vérifié –, il existe la possibilité

AB 2016 N 1560 / BO 2016 N 1560

pour la personne qui serait le cas échéant taxée sur la base de la transmission aux autorités brésiliennes compétentes d'informations et de documents bancaires, de faire valoir des droits de recours contre des décisions de l'administration brésilienne.

Là aussi, autant on peut faire confiance en Suisse aux tribunaux pour qu'ils fassent leur travail en toute indépendance et respectent la loi, autant il peut y avoir actuellement des soupçons à l'encontre de l'administration brésilienne et du pouvoir judiciaire brésilien. Mais là encore, je pense qu'il faudra surveiller les suites de transmission de documents au Brésil pour voir si ce dernier respecte la loi. Dans tous les cas, ce n'est pas tellement la question de principe qui est soulevée ici. Ce qui devra être vérifié, c'est la mise en oeuvre des principes que nous votons. Et je pense que nous avons intérêt à accepter cet accord.

Il est vrai que, dans tout accord, il y a des plus et des moins, des avantages et des désavantages. Madame Leutenegger Oberholzer l'a dit, il y a cette question de liste noire qui peut poser un problème pour les entreprises suisses.

Et puis, il y a la volonté à moyen terme de conclure une convention contre les doubles impositions avec le Brésil. Il s'agit ici, par cet accord avec le Brésil, d'une sorte de passage obligé, mais nous devons effectivement encourager le Conseil fédéral à poursuivre ses efforts, pour que nous arrivions à conclure une convention contre les doubles impositions avec le Brésil.

Maurer Ueli, Bundesrat: Bei diesen beiden Geschäften gehen wir davon aus, dass das Parlament die entsprechenden Rechtsgrundlagen mit dem AIA-Gesetz und mit anderen Abkommen genehmigt hat. Wenn wir Ihnen jetzt Abkommen unterbreiten, geht es also eigentlich nicht mehr um den Grundsatz, sondern darum, ob und wie wir mit den jeweiligen Staaten ein Abkommen umsetzen. Es geht heute also eigentlich primär um die technische Frage, wie diese Abkommen umgesetzt werden sollen, und nicht mehr um die Grundsatzfrage.

Wir müssen schon festhalten – da sind die Einwände der Minderheit durchaus ernst zu nehmen –, dass die Schweiz im weltweiten Vergleich in einer besonderen Rolle steckt, nicht weil wir Steuerhinterziehung fördern würden, nicht weil die Schweiz ein Platz wäre, auf dem nichtversteuerte Gelder angelegt werden können, sondern weil sie ein politisch stabiles Land mit einer sicheren Währung ist. In einer Welt voller Unsicherheit wird die Schweiz immer ein Land bleiben, bei dem es interessant ist, auch Gelder aus Privatvermögen hinzubringen und dort verwalten zu lassen, weil das Land stabil und die Währung sicher ist.

Das wird uns immer in eine besondere Situation bringen, und es sind hier vorab zwei Punkte festzuhalten. Wir haben kein Interesse daran, ungesteuerte Gelder von irgendwoher zu horten. Das möchten wir mit diesem Informationsaustausch ja gerade verhindern. Gleichermassen haben wir aber die Absicht, Gelder, die legal bei uns angelegt werden, so sorgfältig und rechtssicher verwalten zu lassen, dass andere Staaten nicht un-



rechtmässig darauf zugreifen können. Das müssen wir mit aller Deutlichkeit sagen, gerade auch gegenüber Brasilien. Wenn wir Auskunft geben, dann gewähren wir dabei die Rechtssicherheit, die verhindern soll, dass Daten zu legalen Geldern von einem anderen Staat oder von Personen, die hinter ihm stehen, missbraucht werden können. Das scheint mir ganz wichtig zu sein.

Damit ist die Umsetzung dieser Abkommen von zentraler Bedeutung. Wie setzen wir sie um? Das steht bei all diesen Fragen im Vordergrund. Die Schweiz ist hier ganz besonders gefordert, einfach weil sie aufgrund der Stabilität, der sicheren Währung immer ein Land sein wird, in das man Gelder bringt. Man vertraut der Schweiz, und dieses Vertrauen dürfen wir nicht missbrauchen, indem wir leichtfertig Auskünfte erteilen oder indem wir zulassen, dass Daten, die wir liefern, missbraucht werden können. Es steht also nicht der Grundsatz infrage, denn wir haben auch kein Interesse an un versteuerten Geldern; für die Schweiz ist vielmehr die Umsetzung der entscheidende Punkt.

Beim Steuerinformationsabkommen mit Brasilien geht es tatsächlich darum, von schwarzen Listen wegzukommen. Schwarze Listen sind wahrscheinlich für Sie alle kein Problem, auch für die Schweiz als Land nicht. Aber Firmen, die beispielsweise in Brasilien Niederlassungen oder Tochtergesellschaften haben, werden durch diese schwarzen Listen diskriminiert. Das führt heute beispielsweise dazu – es wurde nach den Gründen gefragt –, dass eine Tochtergesellschaft nicht direkt über die Schweiz geführt wird, sondern über eine Holding in den Niederlanden, weil diese ein entsprechendes Doppelbesteuerungsabkommen haben. Das erschwert das Verhältnis zwischen Mutter- und Tochtergesellschaft und führt zu Diskriminierungen.

Wir haben eigentlich alles Interesse daran, mit Brasilien, das wir als ein Land beurteilen, welches mittelfristig Zukunfts- und Wachstumschancen hat, ordentliche und normale Beziehungen zu unterhalten. Mittel- und langfristig sind wir also interessiert an Beziehungen mit Brasilien, die auf einem möglichst normalen Verhältnis basieren, damit eben auch die Geschäftsbeziehungen ausgebaut werden können und ein Vertrauensverhältnis aufgebaut werden kann.

Das Informationsaustauschabkommen mit Brasilien ermöglicht nur die Lieferung von Informationen auf Ersuchen, es gibt also keinen automatischen Austausch. Es muss ein Gesuch gestellt werden, dieses wird geprüft, und dann können entsprechende Daten geliefert werden. Wie Herr Matter gesagt hat, sind grundsätzlich auch Gruppenersuchen möglich.

Ich habe es gesagt, im Zentrum steht die technische Umsetzung. Konkret heisst das, dass unsere Leute von der Steuerverwaltung und vom Staatssekretariat für internationale Finanzfragen die Verhältnisse vor Ort prüfen. Wir gehen also hin und schauen, wie die gelieferten Daten behandelt und weitergegeben werden. Denn wie ich gesagt habe, wollen wir sicher sein, dass diese Daten nur für den Zweck der allfälligen Besteuerung gebraucht werden können und für nichts anderes.

Hier haben Herr Matter und Herr Thomas Müller Bedenken angemeldet. Sollte das eintreten, was Sie befürchten, dann müssten und würden wir selbstverständlich diese Lieferungen stoppen. Wir werden Länder wie Brasilien, denen Sie mit Misstrauen begegnen, in Bezug auf die Umsetzung eines allfälligen AIA auch entsprechend sorgfältig prüfen. Wir werden im Zusammenhang mit dem AIA die gleichen Diskussionen auch noch bezüglich anderer Länder führen, mit denen wir aufgrund der OECD-Abkommen den AIA einführen.

Zusammengefasst denke ich also, dass die Schweiz an guten und normalen Beziehungen mit Brasilien interessiert ist, und das beinhaltet diesen Austausch. Wir sind aber ebenso interessiert, dass von uns gelieferte Daten nicht gegen eigene Landsleute verwendet werden, die beispielsweise in Brasilien leben; die Daten dürfen eben auch nicht missbraucht werden. Daher hat die Umsetzung in diesem Fall ein besonders grosses Gewicht, und wir werden das mit aller Sorgfalt machen. Sollten Sie je irgendetwas feststellen, werden wir dem auch entsprechend nachgehen.

Aber ich denke, was ich jetzt zu Brasilien gesagt habe, gilt für die Beziehungen der Schweiz zu andern Ländern ganz allgemein. Wir sind tatsächlich ein Land, mit dem andere Länder ein Abkommen zum automatischen Informationsaustausch in Steuersachen abschliessen möchten, weil man vermutet, dass in der Schweiz Steuersubstrat lagert. Wir sind in der technischen Umsetzung mehr gefordert als andere Länder. Es ist gut, wenn wir laut und deutlich sagen, dass wir diesem Punkt entsprechende Aufmerksamkeit schenken. Wir wollen in Bezug auf die Verwaltung von Vermögen als verlässliches Land gelten, weil das eine unserer Kernkompetenzen ist. Andere Länder bauen Autos, und wir verwalten Vermögen korrekt und verlässlich. Wir müssen auch bei diesem Austausch schauen, dass das so bleibt.

Ich bitte Sie also, auf dieses Abkommen zum Informationsaustausch in Steuersachen mit Brasilien einzutreten. Uns ist auch bewusst, dass Brasilien einige Probleme und noch eine Reihe von Hausaufgaben zu lösen hat. Im Interesse



einer langfristigen Zusammenarbeit ist das Abkommen aber sinnvoll, und das Schwergewicht muss, wie gesagt, auf der Überwachung der Umsetzung liegen, und darauf werden wir ein besonderes Augenmerk legen. Wir sind daran – das wurde auch gesagt –, auch ein Doppelbesteuerungsabkommen mit Brasilien anzustreben. Da hat Brasilien noch etwas andere Vorstellungen als wir. Aber in einigen Jahren, vielleicht schon in zwei, drei Jahren, werden wir mit dem automatischen Informationsaustausch zu Ihnen kommen. Dann haben wir möglicherweise erste Erfahrungen mit diesem Austausch.

Trotz Ihren Bedenken bitte ich Sie, auf das Abkommen einzutreten und ihm so zuzustimmen. Wir werden ein besonderes Gewicht auf die Umsetzung legen.

Das zweite Geschäft ist die Einführung des automatischen Informationsaustausches über Finanzkonten mit Island, Norwegen, Guernsey, Jersey, der Insel Man, Japan, Kanada und der Republik Korea. Das sind Länder und Jurisdiktionen, die wir entsprechend unseren bisherigen Aussagen priorisieren. Wir haben ein gewisses Interesse, weil es G-20-Länder sind und alle diese Länder der eigenen Bevölkerung die Möglichkeit zur Regularisierung der Vergangenheit eingeräumt haben. Das ist in unterschiedlichem Ausmass passiert, aber die Bewohner dieser Länder hatten die Möglichkeit, allenfalls nichtversteuerte Vermögen rechtzeitig anzumelden und zu legalisieren. Damit können wir davon ausgehen, dass der Austausch mit diesen Staaten automatisch erfolgen kann. Selbstverständlich ist die Umsetzung ganz entscheidend; der Umsetzung werden wir grosses Gewicht beimessen müssen. Die Länder und Jurisdiktionen, mit denen wir mit diesem Geschäft Abkommen abschliessen, können wahrscheinlich auch aus Ihrer Sicht nicht der gleichen Kategorie wie Brasilien zugeordnet werden.

Was ich schon bei früheren Abkommen gesagt habe, gilt auch hier: Wir gehören nicht zu den Ersten, sondern wir sind eigentlich in einer zweiten Runde. Wenn dieser Informationsaustausch bei uns erfolgt, haben bereits etwa fünfzig andere Länder während eines Jahres einen solchen Austausch gepflegt. Es gibt also erste Erfahrungen. Es gibt für uns erste Hinweise, worauf besonders zu achten ist.

Ich möchte auch noch darauf hinweisen, dass die Umsetzung dieser AIA-Abkommen für uns einen zusätzlichen Aufwand bedeutet. Wir werden Auskünfte erteilen müssen. Wir gehen davon aus, dass wir mit allen AIA-Abkommen, die wir Ihnen schon vorgelegt haben, in den nächsten Jahren dafür in der Eidgenössischen Steuerverwaltung mehr Personal brauchen werden. Wie viel können wir jetzt noch nicht abschätzen. Wir werden im Laufe der nächsten Monate und Jahre mehr erfahren; es hängt davon ab, ob und in welchem Ausmass eine Welle ausgelöst wird und wo wir das umsetzen müssen. Das Gleiche gilt auch für die Kantone: Die Umsetzung dieser AIA-Abkommen führt auch bei den kantonalen Steuerverwaltungen zu einem entsprechenden Mehraufwand und auch zu Anpassungen der EDV. Das sind die Konsequenzen nach innen, solche Konsequenzen sind auch nicht ganz auszuschliessen.

Insgesamt möchte ich noch einmal betonen, dass wir hier grundsätzlich auf einem richtigen Weg sind. Wir sind ein wichtiger internationaler Finanzplatz, der nach den Regeln funktionieren muss, wie sie weltweit angewandt werden. Wenn wir das nicht machen, bringt das längerfristig und auch schon mittelfristig einen Nachteil für den Wirtschaftsplatz Schweiz. Aber, und das möchte ich noch einmal betonen, wir werden bei der Umsetzung besondere Sorgfalt anwenden müssen, weil wir ja ein Staat sind, der auch langfristig als rechtssicher und verlässlich gelten will.

Wir werden insbesondere auch, das hat Herr Thomas Müller jetzt mehrmals gesagt, unseren eigenen Leuten – Auslandschweizern, die in diesen Ländern leben – die entsprechende Aufmerksamkeit schenken. Man geht ja immer davon aus, dass es hier nur Steuerhinterziehung gibt. Da denke ich, kann ich Sie wirklich weitgehend beruhigen. Die Regularisierung hat dazu geführt, dass das weitgehend bereinigt ist. Aber, wie gesagt, die Schweiz ist nun einmal mit ihrer wirtschaftlichen, politischen Stabilität ein interessantes Land, um Gelder anzulegen. Überlegen Sie sich, wohin Sie gehen würden, wenn Sie mit viel Geld in Brasilien lebten. Ich glaube nicht, dass Sie das alles einfach dort lassen würden. Vielleicht würden Sie auch einen Teil davon in der Schweiz anlegen.

Ich bitte Sie also, auf beide Vorlagen einzutreten und ihnen zuzustimmen.

Portmann Hans-Peter (RL, ZH): Sie haben gesagt, wir würden erst Informationen auf Anfrage liefern, wenn Rechtssicherheit besteht. Rechtssicherheit würde mit einem Doppelbesteuerungsabkommen bestehen. Meine Frage: Warum unterbreiten Sie dem Parlament die Vorlage nicht so, dass in der Kausalität gegeben ist, dass die Umsetzung, also der Informationsfluss, erst dann geschieht, wenn ein Doppelbesteuerungsabkommen abgeschlossen ist? Das wird ja übrigens international akzeptiert und vom Global Forum ebenfalls.

Maurer Ueli, Bundesrat: Mit Brasilien versuchen wir schon seit Jahren, ein Doppelbesteuerungsabkommen zu erzielen. Wir kommen dort weiter. Ich gehe davon aus, dass wir Ihnen das Doppelbesteuerungsabkom-



men relativ bald unterbreiten können. Aus brasilianischer Sicht gibt es im Moment noch Punkte, die wir so nicht akzeptieren können. Wir erachten diesen ersten Schritt als notwendig, um dann den zweiten machen zu können.

Köppel Roger (V, ZH): Herr Bundesrat, eine Frage: Warum sagt der Bundesrat, dass die Schweiz kein Interesse hat, unbesteuerter Gelder in der Schweiz zu behalten, wo doch Staaten wie die USA im Begriff sind, immer mehr unbesteuerter Gelder in den USA zu bunkern, und neuerdings auch die Schweiz regelrecht angreifen, um Vermögen in diese "tax havens" in den USA abzuziehen?

Maurer Ueli, Bundesrat: Wir haben in den letzten Jahren erfahren, was passiert und welcher Druck bei all diesen Fragen um Steuern aufgebaut wird. Ich denke, der internationale Trend ist klar. Er geht dahin, dass das Steuersubstrat am Herkunftsort versteuert wird. Wir haben das bei natürlichen Personen, wir haben das mit dem Beps-Projekt der OECD. Das ist der allgemeine Trend, und da werden grosse Fortschritte erzielt. Zu Recht prangern Sie an, dass die USA da nicht überall mitspielen. Delaware ist das Musterbeispiel. Man geht international davon aus, dass die USA auch hier unter Druck geraten und es legalisieren werden. Es gibt dafür erste Anzeichen. Aber das ist tatsächlich ein schwarzer Fleck auf der Weste.

16.032

Antrag der Mehrheit
Eintreten

Antrag der Minderheit
(Matter, Egloff, Flückiger Sylvia, Geissbühler, Martullo, Rime, Sollberger, Walter)
Nichteintreten

Proposition de la majorité
Entrer en matière

Proposition de la minorité
(Matter, Egloff, Flückiger Sylvia, Geissbühler, Martullo, Rime, Sollberger, Walter)
Ne pas entrer en matière

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Wir stimmen über den Nichteintretensantrag der Minderheit Matter ab.

AB 2016 N 1562 / BO 2016 N 1562

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif; 16.032/14024)
Für Eintreten ... 110 Stimmen
Dagegen ... 75 Stimmen
(0 Enthaltungen)

Bundesbeschluss über die Genehmigung des Abkommens zwischen der Schweiz und Brasilien über den Informationsaustausch in Steuersachen**Arrêté fédéral portant approbation de l'accord entre la Suisse et le Brésil sur l'échange de renseignements en matière fiscale**

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2
Proposition de la commission





Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 16.032/14025)

Für Annahme des Entwurfes ... 114 Stimmen

Dagegen ... 76 Stimmen

(0 Enthaltungen)

16.057

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

L'entrée en matière est décidée sans opposition

1. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Island

1. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec l'Islande

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 16.032/14026)

Für Annahme des Entwurfes ... 125 Stimmen

Dagegen ... 43 Stimmen

(22 Enthaltungen)

2. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Norwegen

2. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec la Norvège

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté



Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 16.032/14027)
Für Annahme des Entwurfes ... 143 Stimmen
Dagegen ... 17 Stimmen
(30 Enthaltungen)

3. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Guernsey

3. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec Guernesey

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 16.032/14028)
Für Annahme des Entwurfes ... 122 Stimmen
Dagegen ... 65 Stimmen
(2 Enthaltungen)

4. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Jersey

4. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec Jersey

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 16.032/14029)
Für Annahme des Entwurfes ... 122 Stimmen
Dagegen ... 65 Stimmen
(2 Enthaltungen)

AB 2016 N 1563 / BO 2016 N 1563



5. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit der Insel Man

5. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec l'île de Man

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 16.032/14030)

Für Annahme des Entwurfes ... 122 Stimmen

Dagegen ... 64 Stimmen

(3 Enthaltungen)

6. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Japan

6. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec le Japon

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 16.032/14031)

Für Annahme des Entwurfes ... 128 Stimmen

Dagegen ... 24 Stimmen

(37 Enthaltungen)

7. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Kanada

7. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec le Canada

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission



Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 16.032/14032)

Für Annahme des Entwurfes ... 128 Stimmen

Dagegen ... 25 Stimmen

(36 Enthaltungen)

8. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit der Republik Korea

8. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec la République de Corée

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 16.032/14033)

Für Annahme des Entwurfes ... 124 Stimmen

Dagegen ... 28 Stimmen

(37 Enthaltungen)